

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Octobre 1998

FAITS SAILLANTS

 **Le nombre d'emplois s'est accru de 73 000 en septembre, en dépit des pertes importantes subies par le secteur manufacturier.**

 **Malgré tout, le taux de chômage est resté inchangé (8,3 %), en raison d'une forte augmentation de la population active.**

 **Le repli de la production des biens s'est traduit par une quatrième baisse mensuelle consécutive de la production totale en juillet.**

 **L'excédent commercial s'est accru sous l'impulsion de la baisse des importations et de la hausse des exportations.**

 **Les marchés financiers canadiens demeurent volatiles, mais les taux d'intérêt sont à la baisse.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis			
		le mois dernier	l'an dernier		
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	705,1	-0,3	1,1	Juillet	
Biens	232,0	-1,1	-1,1	Juillet	
Services	473,1	0,1	2,3	Juillet	
Indice composite	207,3	0,0	4,6	Août	
Emplois (En milliers)	14 379	0,5	2,5	Sept.	
Temps plein	11 645	0,2	2,4	Sept.	
Temps partiel	2 734	2,0	2,9	Sept.	
Chômage (En %)	8,3	8,3	9,0	Sept.	
Jeunes*	14,7	14,5	16,4	Sept.	
Adultes*	7,1	7,2	7,6	Sept.	
Inflation mesurée par l'IPC*	0,8	1,0	1,9	Août	
Ventes au détail (En M\$)	20 695	1,4	4,1	Juillet	
Mises en chantier (En milliers)	135,4	-1,4	-8,0	Sept.	
Balance commerciale*					
(En milliards \$)	1 552	900	2 052	Juillet	
Exportations	25 631	0,6	1,3	Juillet	
Importations	24 079	-2,1	3,6	Juillet	
M&É	8 462	0,2	8,9	Juillet	
Papier comm. à trois mois* (En %)	5,34	6,00	3,64	7 oct.	
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,40	5,74	5,99	7 oct.	
Dollar canadien* (En cents US)	64,86	63,61	72,41	9 oct.	

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

**Le rapport spécial du présent numéro : Commerce
intraentreprise des filiales étrangères au Canada**

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.



Industrie Industry
Canada Canada

Canada

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Octobre 1998

TABLE DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et le matériel</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	12
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
LE RAPPORT SPÉCIAL DU PRÉSENT NUMÉRO :	
Commerce intraentreprise des filiales étrangères au Canada	15
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	18

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 9 octobre 1998. Il a été préparé par Dave Dupuis, Joseph Macaluso, Stéfane Marion et Shane Williamson de la Direction de l'analyse micro-économique. Le rapport spécial a été rédigé par Rick Cameron. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-954-3494 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca

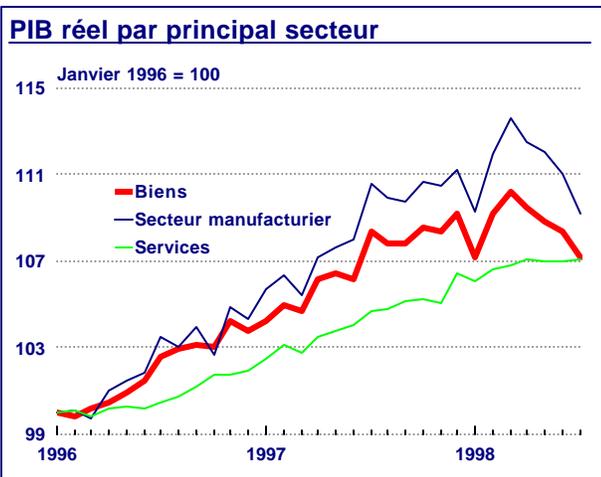
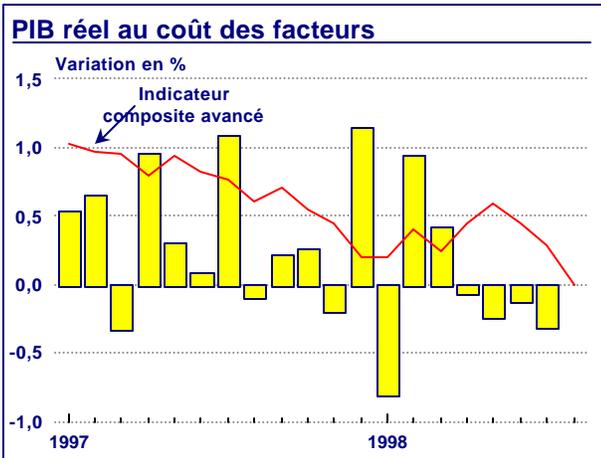


En juillet, la production a encore fléchi...

- En juillet, le PIB réel s'est replié de 0,3 % pour un quatrième mois de suite, laissant la production à un niveau inférieur de 0,7 % au sommet enregistré en mars 1998. Il se peut fort bien que l'économie ne reprenne pas sa vigueur, puisque l'indicateur composite avancé est resté inchangé en août.

...les conflits de travail continuant de nuire à la production de biens

- Le repli général observé dans les industries productrices de biens est intervenu dans la baisse de la production totale en juillet. Dans le secteur manufacturier, la grève des travailleurs de GM aux États-Unis a été un facteur important du ralentissement de la production. Même si le conflit s'est réglé à la fin du mois, les données relatives à l'emploi pour les mois d'août et de septembre montrent que ce secteur est encore très faible.
- Ailleurs dans les industries productrices de biens, l'activité dans le secteur de l'exploitation minière s'est repliée de 1,7 % en raison des piètres conditions du secteur du pétrole et du gaz. L'industrie de l'exploitation forestière a enregistré sa neuvième baisse mensuelle consécutive, alors que l'industrie de la construction n'a vu aucun changement dans sa production.
- Dans le secteur des services, la production s'est stabilisée au cours des trois derniers mois. Les pertes observées dans le transport et l'entreposage, ainsi que dans la finance et les assurances ont été contrebalancées par les gains considérables qui ont été notés dans le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, les communications et les services aux entreprises.



PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Juin 1998

	Niveau	Variation en %		
		depuis le mois mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	705 073	-2 207	-0,3	1,1
Secteur des entreprises	579 173	-2 259	-0,4	1,4
Biens	231 964	-2 648	-1,1	-1,1
Agriculture	12 010	8	0,1	-1,2
Pêche et piégeage	887	-13	-1,4	0,1
Abattage du bois et foresterie	3 534	-108	-3,0	-16,8
Exploitation minière*	28 098	-491	-1,7	-2,2
Sect. manufacturier	122 773	-2 089	-1,7	-1,3
Construction	39 843	-18	-0,0	1,2
Autres services publics	24 819	63	0,3	-0,3
Services	473 109	441	0,1	2,3
Transport et entreposage	29 590	-477	-1,6	-0,9
Communications	26 472	167	0,6	5,7
Commerce de gros	42 428	10	0,0	4,7
Commerce de détail	42 637	636	1,5	4,1
Finances et assurance	36 569	-255	-0,7	0,9
Agents d'ass. et agents imm.	75 914	60	0,1	1,9
Services commerciaux	42 022	174	0,4	8,0
Services gouvernementaux	40 414	41	0,1	-0,2
Enseignement	40 474	-63	-0,2	-0,3
Soins de santé et services sociaux	48 861	23	0,0	0,7
Logement et alimentation	19 137	171	0,9	3,6
Autres	28 591	-46	-0,2	1,4

*Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel



Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

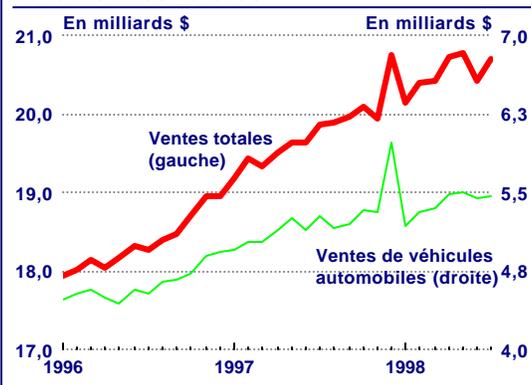
L'augmentation notable des dépenses de consommation au deuxième trimestre...

- Après un temps d'arrêt au début de 1998, les dépenses de consommation ont bondi de 5,5 % (taux annuel) au deuxième trimestre, pour croître à leur rythme le plus rapide en un an et demi.
- Environ la moitié de cette augmentation est attribuable à l'accroissement des ventes de véhicules automobiles neufs. Excluant les véhicules automobiles, les dépenses de consommation des particuliers ont progressé de quelque 3,5 % (taux annuel) au cours de chacun des deux premiers trimestres de l'année.

...pourrait ne pas se poursuivre au dernier semestre de l'année

- L'accroissement des dépenses de consommation au deuxième trimestre a été financé par une réduction de l'épargne et une augmentation de l'endettement des ménages. Sans une solide augmentation du revenu disponible, il est donc peu probable que les dépenses de consommation poursuivent leur progression. La confiance des consommateurs a chuté au troisième trimestre à cause des répercussions de l'agitation des marchés financiers mondiaux sur l'économie canadienne.
- Selon les données connues, les perspectives pour le troisième trimestre sont partagées. Les ventes au détail ont bondi en juillet, mais pas suffisamment pour annuler les pertes subies en juin.
- Les ventes d'automobiles, principales responsables de la forte croissance de la demande des consommateurs au deuxième trimestre, ont accusé une baisse en juillet. Selon certaines sources de l'industrie, les ventes devraient continuer de baisser en août.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



Ventes au détail et crédit à la consommation

Juillet 1998

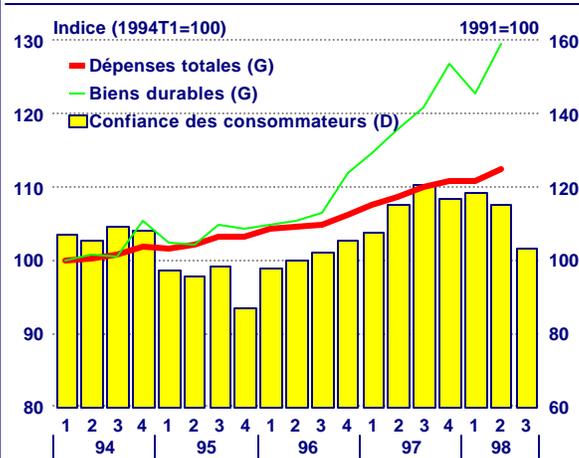
	Variation en %		
	En millions \$	6 mois	l'an dernier
Total - Ventes au détail	20 695	1,4	4,1
Alimentation	4 848	0,1	4,2
Pharmacies	1 104	1,2	7,6
Vêtements	1 167	3,3	4,9
Meubles	1 071	2,5	11,0
Automobiles	7 945	0,9	2,1
Magasins de march. diverses	2 347	4,3	6,2
Tous les autres magasins	2 213	1,3	4,0
Total excluant véhicules automobiles	15 232	1,8	4,3
Crédit à la consommation	153 310	0,9	10,2

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		1998 T1	1998 T2
	1996	1997		
Consommation réelle (En \$ 1992=100)	451 682	470 177	477 388	483 856
Variation en %	2,4	4,1	0,6	5,5
Biens durables	54 465	61 020	62 400	65 880
Variation en %	3,7	12,0	-12,4	24,2
Biens semi-durables	42 816	44 606	46 596	46 584
Variation en %	0,6	4,2	12,7	-0,1
Biens non durables	116 773	117 922	117 732	118 668
Variation en %	2,1	1,0	0,4	3,2
Services	237 628	246 629	250 660	252 724
Variation en %	2,5	3,8	2,2	3,3
Revenu disponible	518 167	523 010	531 632	524 576
Variation en %	1,4	0,9	5,5	-0,2
Taux d'épargne (En %)	5,8	1,7	1,2	-0,7
Ratio d'endettement (En %)	94,2	98,4	100,1	101,5
Attitudes des consommateurs*	101,2	115,0	118,4	115,8

*Conference Board du Canada

Dépenses de consommation réelles et confiance des consommateurs





Investissements des entreprises dans les usines et le matériel

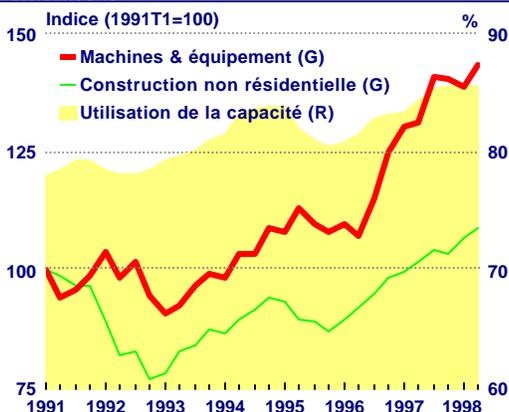
Les investissements se sont redressés au deuxième trimestre...

- Les investissements des entreprises dans les machines et l'équipement (M&É) ont augmenté de façon marquée au deuxième trimestre, après avoir fléchi au cours des deux périodes précédentes. Malgré un léger ralentissement, la construction non résidentielle a affiché de bons résultats au deuxième trimestre.

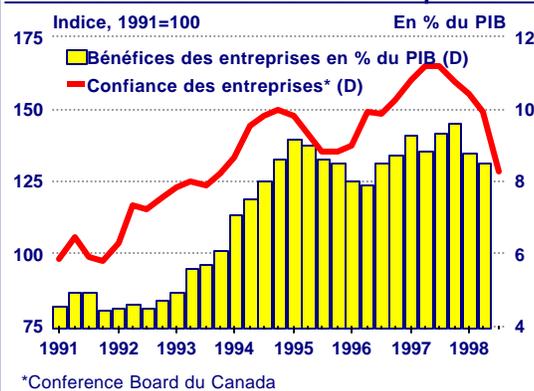
...mais la diminution de la confiance des entreprises pourrait entraîner un ralentissement au troisième trimestre

- Au troisième trimestre, la confiance des entreprises s'est affaiblie d'un nombre sans précédent. Les bénéfices des entreprises ont diminué considérablement au cours des deux derniers trimestres, durement frappés par la faiblesse des prix des produits de base et l'atonie de la demande étrangère.
- De fait, les données dont on dispose laissent entrevoir un ralentissement des investissements des entreprises au troisième trimestre. Les importations de M&É sont restées essentiellement les mêmes en juillet, après avoir connu une forte hausse au deuxième trimestre.
- Le ralentissement observé dans l'industrie de la construction non résidentielle est attribuable en partie à la grève des conducteurs de grues et de machinerie lourde en Ontario, qui a eu pour effet d'annuler la croissance enregistrée en juillet pour ce secteur dans les autres régions du pays.
- Au deuxième trimestre, les industries ont légèrement réduit leur capacité de production à cause du ralentissement de l'économie. C'est la première fois en deux ans que le taux d'utilisation de la capacité de production diminue.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



*Conference Board du Canada

Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1996	1997	1997 T3	1997 T4	1998 T1	1998 T2
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines & équipement (En \$ 1992)	44 310	52 586	54 568	54 396	53 752	55 612
Variation en %	4,2	18,7	32,3	-1,3	-4,7	14,6
Construction non résidentielle (1992\$)	33 581	36 637	37 332	37 036	38 284	38 956
Variation en %	4,3	9,1	10,7	-3,1	14,2	7,2
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	82,1	84,6	85,4	85,5	85,7	85,6
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	82,5	84,9	85,8	85,8	86,2	86,2
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	96 067	110 682	112 732	116 020	107 816	102 852
Variation en %	-1,1	15,2	21,3	12,2	-25,4	-17,2
Bénéfices - Industries non financières	71 871	82 218	82 656	84 760	79 676	73 896
Variation en %	-6,7	14,4	4,0	10,6	-21,9	-26,0
Bénéfices - Industries financières	24 194	28 462	30 072	31 260	28 140	28 956
Variation en %	20,5	17,6	91,1	16,8	-34,3	12,1
Crédit aux entreprises	570 653	620 412	627 130	646 767	660 392	674 568
Variation en %	5,0	8,7	10,9	13,1	8,7	8,9
Indice de la confiance des entreprises*	147,0	162,3	164,9	159,2	155,0	148,9

*Conference Board du Canada



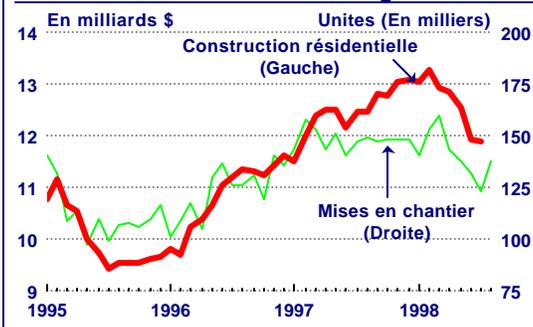
Dans le secteur du logement, les dépenses ont diminué au deuxième trimestre...

- Les dépenses relatives à la construction résidentielle ont fléchi au deuxième trimestre; depuis les quatre derniers trimestres, c'est la troisième fois que l'on observe une baisse d'activité dans ce secteur.
- Les commissions de courtage sur les ventes de maisons existantes ont augmenté, mais la construction de logements neufs s'est repliée de façon marquée. Outre un affaiblissement général de la demande de logements neufs, des grèves dans certains métiers clés ont contribué aux faibles résultats.

...et les indices pour le troisième trimestre sont partagés

- Selon les données de juillet concernant le PIB, les dépenses consacrées à la construction résidentielle ont diminué de 4,4 % comparativement au deuxième trimestre.
- Les mises en chantier ont rebondi en août et en septembre, les grèves de divers corps de métier dans le sud de l'Ontario ayant pris fin. Les résultats du troisième trimestre sont tout de même inférieurs de 4,3 % à la moyenne du deuxième trimestre.
- Les ventes de maisons existantes n'ont presque pas changé en août pour le troisième mois consécutif, malgré une légère hausse des taux d'hypothécaires au début du mois.
- La valeur totale des permis de construction résidentielle a monté de 6,4 % en août, après avoir enregistré des baisses au cours des quatre des cinq derniers mois.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

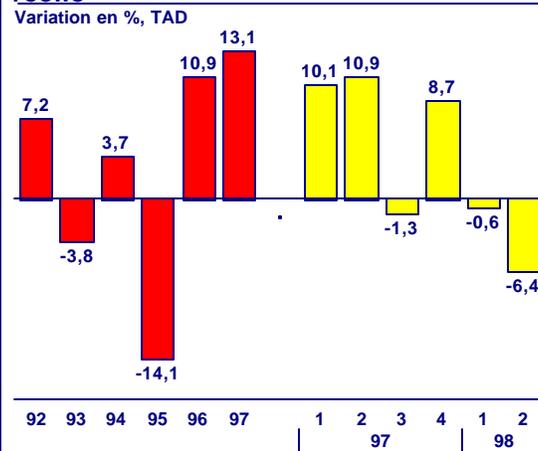
	Niveaux	Variation depuis	
		le mois	l'an
		dernier	dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	11 910	-0,2%	-4,5%
Permis de construction, en M\$	1 483	6,4%	1,5%
(2) Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	19 002	-30	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	135 400	-1 900	-11 800
Terre-Neuve	1 200	-300	-200
Île-du-Prince-Édouard	200	-300	0
Nouvelle-Écosse	3 200	-200	1 400
Nouveau-Brunswick	1 200	-800	-800
Québec	17 800	-1 200	-2 300
Ontario	47 700	-800	-1 400
Manitoba	2 300	800	100
Saskatchewan	2 900	800	200
Alberta	20 500	900	3 000
Colombie-Britannique	17 700	-800	-6 900

1 - Données de juillet 2 - données d'août 3- données de septembre
Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1996	1997	1998 T1	1998 T2
Construction résidentielle	38 056	43 038	43 880	43 164
Variation en %	10,8	13,1	-0,4	-6,4
Construction par secteur	37 928	42 912	43 732	43 020
Variation en %	10,9	13,1	-0,6	-6,4
Logements neufs	18 536	21 967	23 028	21 744
Variation en %	8,5	18,5	2,3	-20,5
Travaux de réparation et d'amélioration	12 126	13 471	14 176	14 140
Variation en %	7,4	11,1	9,9	-1,0
Frais de propriété et de transfert	7 394	7 600	7 188	6 676
Variation en %	23,6	2,8	-25,6	41,4

Croissance de la construction résidentielle réelle





Commerce et compétitivité

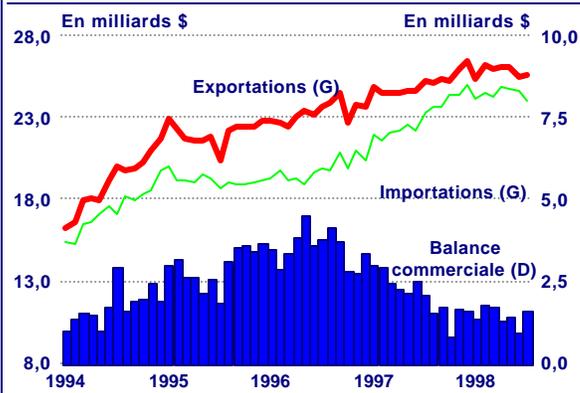
En juillet, les exportations ont légèrement augmenté...

- Les exportations de marchandises ont augmenté de 0,6 %, en juillet, après avoir subi une baisse importante en juin. Les exportations de produits automobiles ont accusé une baisse pour un quatrième mois de suite, surtout à cause des fermetures d'usines. Des gains importants ont été notés dans les M&E et les produits énergétiques (notamment le gaz naturel).

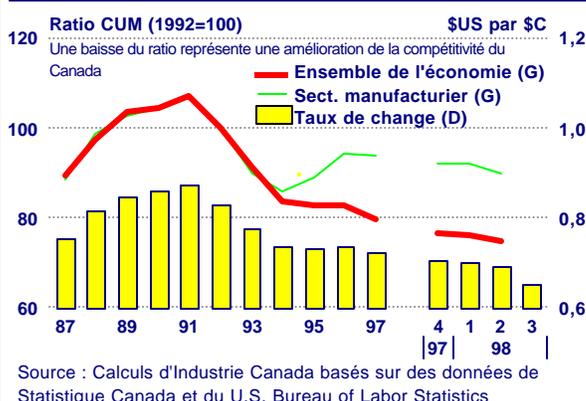
En juillet, les exportations à destination du Japon ont reculé et affichent aujourd'hui une baisse de 50 % comparativement au sommet atteint en 1996. Toutefois, les exportations vers l'Europe et les États-Unis ont **...mais le fléchissement des importations a mené à une hausse de l'excédent commercial**

- En juillet, les importations ont diminué de 2,1 %, soit la troisième baisse mensuelle consécutive. Cette baisse s'explique principalement par le repli marqué des importations de produits automobiles, aussi attribuable à des fermetures d'usines liées à des grèves.
- Grâce à la légère augmentation des exportations et à la diminution des importations, l'excédent commercial du Canada a progressé pour atteindre 1,6 milliard de dollars en juillet, en hausse par rapport à 0,9 milliard en juin.
- La chute du dollar au troisième trimestre devrait mener à une amélioration considérable de la position concurrentielle du Canada par rapport aux États-Unis.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Juillet 1998	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Juin 1998	Juillet 1998	Janv.-juill. 1997	Janv.-juill. 1998	Juin à juillet 1998	Juin à juillet 1998	Juillet 1997 à Juillet 1998	
Exportations	25 483	25 631	172 998	180 933	148	0,6	1,3	
vers les États-Unis	21 258	21 583	138 941	150 348	325	1,5	5,4	
Importations	24 583	24 079	155 847	171 203	-504	-2,1	3,6	
en provenance des États-Unis	18 670	18 284	118 531	130 939	-386	-2,1	2,6	
Balance commerciale	900	1 552	17 151	9 730	652			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 009	1 968	13 953	14 340	-41	-2,0	-3,0	
Produits énergétiques	1 961	2 147	15 796	13 941	186	9,5	-0,7	
Produits de la forêt	2 868	2 867	20 496	20 246	-1	-0,0	-0,6	
Biens et matériaux industriels	4 873	4 792	32 043	33 490	-81	-1,7	-0,1	
Machines et équipement	6 447	6 813	38 538	44 729	366	5,7	18,1	
Produits automobiles	5 405	4 993	40 289	40 904	-412	-7,6	-15,7	
Autres biens de consommation	1 050	1 053	5 925	6 983	3	0,3	25,5	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 456	1 443	8 881	9 868	-13	-0,9	7,0	
Produits énergétiques	792	699	6 197	5 278	-93	-11,7	-18,0	
Produits de la forêt	212	209	1 358	1 433	-3	-1,4	4,9	
Biens et matériaux industriels	4 898	5 018	30 645	34 438	120	2,4	11,5	
Machines et équipement	8 444	8 462	51 050	57 480	18	0,2	8,9	
Produits automobiles	4 849	4 392	33 894	36 197	-457	-9,4	-14,3	
Autres biens de consommation	2 860	2 876	16 573	19 327	16	0,6	17,8	



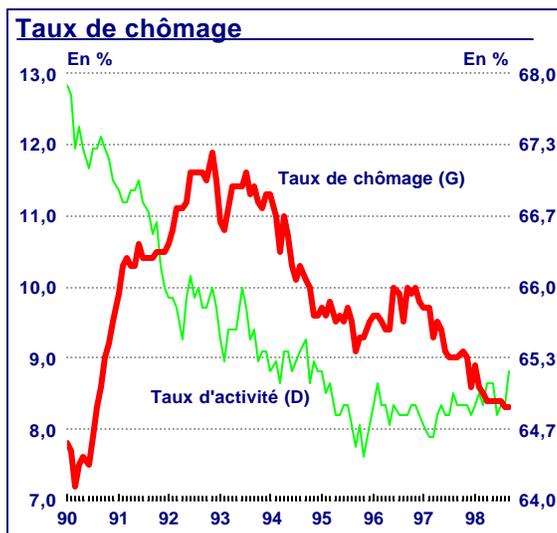
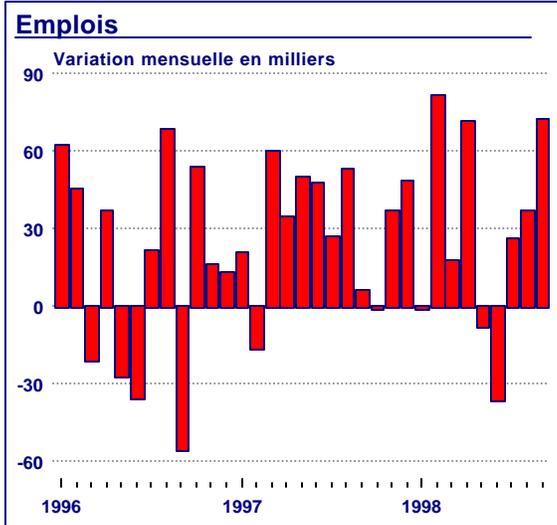
Emploi et chômage

En septembre, le nombre d'emplois a crû de 73 000...

- Le nombre d'emplois a augmenté sensiblement en septembre (+73 000), portant ainsi à 264 000 le total des gains enregistrés depuis le début de l'année.
- L'augmentation de l'emploi observée en septembre est la plus importante en huit mois, mais trois nouveaux emplois sur quatre sont des postes à temps partiel. Depuis le début de l'année, la croissance de l'emploi est beaucoup plus forte pour les postes à temps partiel que pour les postes à temps plein.
- La croissance de l'emploi chez les jeunes est intervenue pour la moitié de l'augmentation totale de septembre, dans la foulée des gains appréciables observés au cours des deux mois précédents.

...mais le taux de chômage est demeuré inchangé à 8,3 %

- La hausse de l'emploi a été annulée par une augmentation du nombre de personnes à la recherche d'un travail. Ainsi, le taux de chômage national est resté le même (8,3 %) en septembre, soit le plus faible depuis août 1990.
- Le taux de chômage chez les adultes s'est légèrement replié pour s'établir à 7,1 % en septembre. Malgré une amélioration sensible de l'emploi, le taux de chômage chez les jeunes a augmenté de 0,2 point de pourcentage pour se fixer à 14,7 % en raison d'un bond encore plus important du nombre de jeunes composant la population active.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Sept. 1997	Août 1998	Sept. 1998	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 029,9	14 306,4	14 379,2	72,8	349,3	264,4	0,5	2,5
Temps plein	11 373,0	11 626,7	11 644,9	18,2	271,9	143,3	0,2	2,4
Temps partiel	2 656,8	2 679,7	2 734,4	54,7	77,6	121,2	2,0	2,9
Jeunes 15-24	2 047,6	2 098,5	2 141,5	43,0	93,9	102,3	2,0	4,6
Adultes 25+	11 982,2	12 207,9	12 237,7	29,8	255,5	162,1	0,2	2,1
Travailleurs indépendants	2 517,9	2 555,4	2 577,3	21,9	59,4	101,3	0,9	2,4
Chômage	1 384,6	1 298,7	1 301,2	2,5	-83,4	-20,1	0,2	-6,0
Taux de chômage	9,0	8,3	8,3	0,0	-0,7	-0,3		
Jeunes 15-24	16,4	14,5	14,7	0,2	-1,7	-1,1		
Adultes 25+	7,6	7,2	7,1	-0,1	-0,5	-0,1		
Population active	15 414,5	15 605,0	15 680,5	75,5	266,0	244,4	0,5	1,7
Taux d'activité	64,9	64,9	65,2	0,3	0,3	0,4		
Taux d'emploi	59,1	59,5	59,8	0,3	0,7	0,6		



Aperçu de la situation de l'industrie

Plus de la moitié des gains d'emplois enregistrés en septembre sont le fait du secteur public...

- En septembre, le nombre d'emplois a augmenté de 44 000 dans le secteur public, la plus forte augmentation mensuelle depuis 1990. Par comparaison, le nombre d'employés rémunérés dans le secteur privé ne s'est accru que de 7 000.

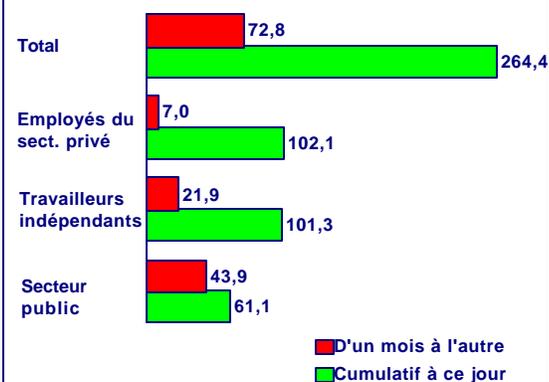
- Compte tenu de la hausse de 22 000 emplois en septembre, le nombre de travailleurs autonomes a progressé de 122 000 depuis avril.

...mais l'emploi dans le secteur des biens a considérablement régressé

- Le nombre d'emplois dans le secteur des biens a fléchi de 53 000, en septembre. Le secteur manufacturier a également perdu 53 000 emplois, ce recul mensuel étant le plus important parmi ceux des trois derniers mois.
- Le secteur minier, durement touché par la chute des prix des produits de base, a lui aussi enregistré des pertes d'emplois en septembre.
- Contrairement à la faiblesse du secteur des biens, l'emploi dans le secteur des services était en hausse de 126 000 en septembre, sous l'impulsion d'un gain vigoureux dans les services commerciaux et personnels (+110 000). D'autres augmentations sensibles ont été notées dans les soins de santé et les services sociaux et dans les finances, l'assurance et l'immobilier.

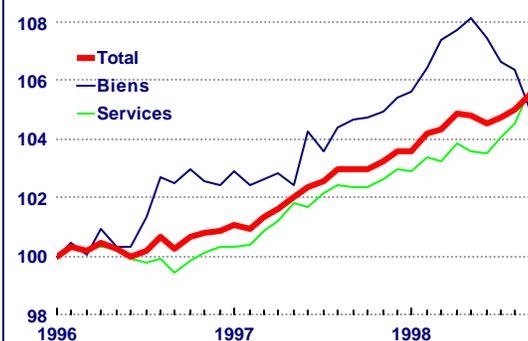
Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Septembre 1998 (en milliers)



Emploi par principal secteur

Janvier 1996 = 100



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en %	
	Sept. 1997	Août 1998	Sept. 1998	le mois dernier	1 an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Total	14 029,9	14 306,4	14 379,2	72,8	349,3	264,4	0,5	2,5
Biens	3 799,6	3 863,6	3 810,7	-52,9	11,1	-18,5	-1,4	0,3
Agriculture	413,7	446,1	446,4	0,3	32,7	31,6	0,1	7,9
Expl. minière et puits de pétrole	184,2	171,8	158,8	-13,0	-25,4	-22,4	-7,6	-13,8
Autres ind. primaires	121,7	107,3	106,8	-0,5	-14,9	-4,7	-0,5	-12,2
Services publics	140,3	129,5	134,7	5,2	-5,6	-7,8	4,0	-4,0
Sect. manufacturier	2 190,8	2 242,2	2 189,0	-53,2	-1,8	-41,6	-2,4	-0,1
Construction	749,0	766,7	775,1	8,4	26,1	26,6	1,1	3,5
Services	10 230,2	10 442,8	10 568,5	125,7	338,3	282,9	1,2	3,3
TEC*	917,0	911,2	916,9	5,7	-0,1	-5,8	0,6	-0,0
Commerce de gros	653,7	686,2	685,3	-0,9	31,6	18,3	-0,1	4,8
Commerce de détail	1 739,6	1 768,3	1 777,3	9,0	37,7	52,1	0,5	2,2
FAI*	799,0	770,9	785,1	14,2	-13,9	-21,4	1,8	-1,7
Enseignement	967,0	977,8	987,3	9,5	20,3	19,9	1,0	2,1
Soins de santé et services sociaux	1 421,3	1 472,4	1 489,4	17,0	68,1	39,6	1,2	4,8
Services comm. et pers.	2 948,5	3 056,9	3 140,4	83,5	191,9	175,3	2,7	6,5
Administration publique	784,2	799,0	786,8	-12,2	2,6	5,0	-1,5	0,3

*TEC : Transport, entreposage et communications; FAI : Finances, assurance et immobilier

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation des provinces

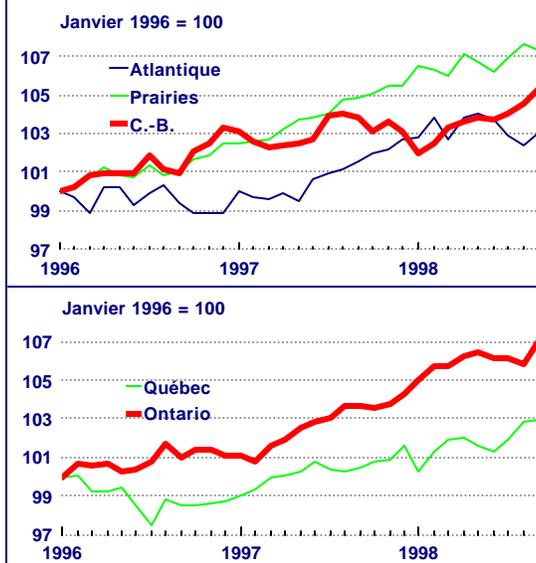
En septembre, les gains d'emplois sont les plus importants en Ontario...

- En septembre, l'Ontario a enregistré une hausse de 62 000 emplois, la première augmentation d'importance dans cette province depuis avril. Cinq autres provinces ont profité de gains nets au cours du mois, notamment la Colombie-Britannique qui compte 12 000 emplois de plus.
- L'Alberta a subi une perte de 5 000 emplois, tandis que le Manitoba, la Nouvelle-Écosse et la Saskatchewan ont enregistré des pertes de 2 000 emplois.

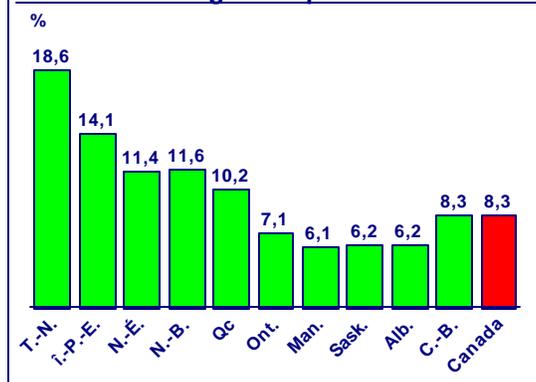
...mais le taux de chômage s'est accru de façon marquée en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Alberta et au Manitoba

- En septembre, le taux de chômage de la Nouvelle-Écosse a progressé de 0,8 point, s'établissant à 11,4 %. Les répercussions de ces pertes d'emplois ont été aggravées par une augmentation de la population active.
- La détérioration de l'emploi a aussi contribué à faire monter les taux de chômage au Manitoba et en Alberta. À l'Île-du-Prince-Édouard, le taux de chômage a progressé à cause d'une importante hausse de la population active (malgré une augmentation du nombre d'emplois en septembre).
- Par contre, le taux de chômage a légèrement diminué de 0,1 point de pourcentage en Ontario et a régressé de 0,3 point à Terre-Neuve, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Septembre 1998



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)				Taux de chômage (en %)			
	Niveaux Septembre 1998	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis	
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		le mois dernier	l'an dernier
Canada	14 379,2	72,8	0,5	349,3	2,5	8,3	0,0	-0,7
Terre-Neuve	194,6	4,2	2,2	1,3	0,7	18,6	-0,3	0,8
Î.-P.-É.	61,1	0,4	0,7	-0,1	-0,2	14,1	0,7	0,5
Nouvelle-Écosse	400,3	-1,8	-0,4	6,3	1,6	11,4	0,8	-0,4
Nouveau-Brunswick	324,3	3,1	1,0	6,0	1,9	11,6	-0,3	-0,2
Québec	3 342,6	1,8	0,1	80,5	2,5	10,2	-0,3	-1,1
Ontario	5 634,6	62,1	1,1	171,8	3,1	7,1	-0,1	-1,0
Manitoba	547,3	-2,3	-0,4	7,7	1,4	6,1	0,5	-0,5
Saskatchewan	476,4	-1,6	-0,3	0,3	0,1	6,2	-0,3	0,3
Alberta	1 522,6	-4,7	-0,3	50,2	3,4	6,2	0,7	0,6
C.-B.	1 875,4	11,6	0,6	25,2	1,4	8,3	-0,3	-0,7



Prix à la consommation et prix des produits de base

En août, l'inflation s'est légèrement repliée, se fixant à 0,8 %...

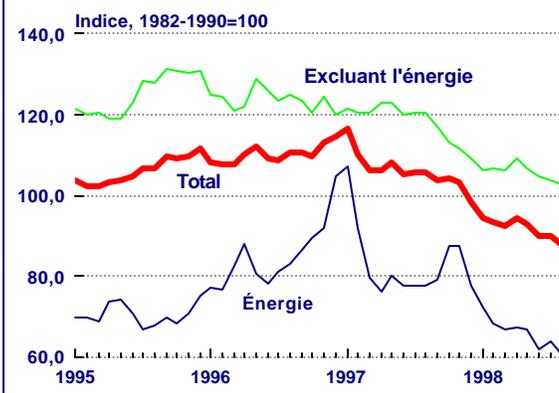
- Le taux annuel d'inflation mesuré par l'IPC s'est établi à 0,8 %, en août, comparativement à 1,0 % en juillet. Pour un dixième mois de suite, la croissance de l'IPC se situe entre 0,7 % et 1,1 %.
- L'inflation de «base», qui exclut les impôts indirects et les composantes instables «alimentation» et «énergie», s'est chiffrée à 1,4 % en août, soit dans la limite inférieure de la fourchette officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- Comparativement à l'an dernier, les augmentations de prix les plus importantes observées en août ont été le fait des frais de scolarité, des cigarettes, du gaz naturel, des aliments et des forfaits de voyage. Elles ont été en partie contrebalancées par la baisse des prix de l'essence et des ordinateurs ainsi que des frais d'intérêt hypothécaire.

- Les pressions inflationnistes sous-jacentes demeurent contenues. En août, les prix des produits de base ont continué à fléchir et les prix à la production n'ont presque pas changé ou ont même baissé légèrement.

...le taux le plus faible ayant été observé à l'I.-P.-É

- En août, le fléchissement notable des coûts du logement observé dans cette province a fait diminuer de 1,1 % le niveau global des prix d'une année à l'autre. L'inflation a aussi été passablement faible à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique.
- En août, le taux d'inflation dans les Prairies était sensiblement plus élevé que la moyenne nationale.

Prix des produits de base (\$ US)

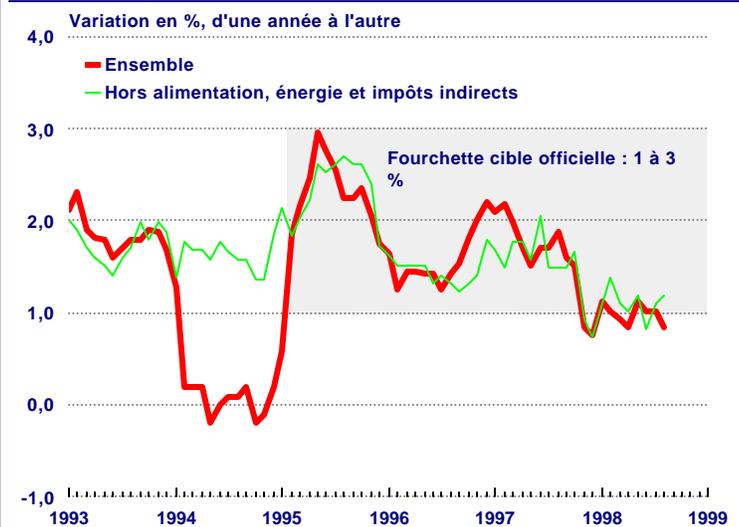


Prix à la consommation

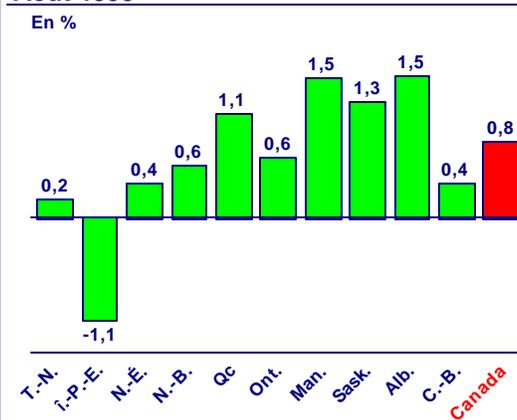
Août 1998

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	108,8	0,0	0,8
Alimentation	109,2	-0,6	1,4
Logement	103,7	0,1	0,6
Équipement du ménage	107,9	-0,1	1,4
Habillement et chaussures	104,7	2,0	1,1
Transport	120,2	-0,2	-1,5
Santé et soins personnels	108,4	0,0	2,3
Loisirs, formation et lecture	119,3	-0,1	2,2
Alcool et tabac	93,0	0,2	3,9
IPC hors alimentation et énergie	109,2	0,2	1,4
Énergie	104,0	-0,2	-5,2
Prix des produits de base (août)			
Indice, 1982-1990=100	88,2	-1,9	-16,5
Excluant l'énergie	102,6	-1,3	-14,9
Énergie	61,2	-4,1	-21,3

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Août 1998





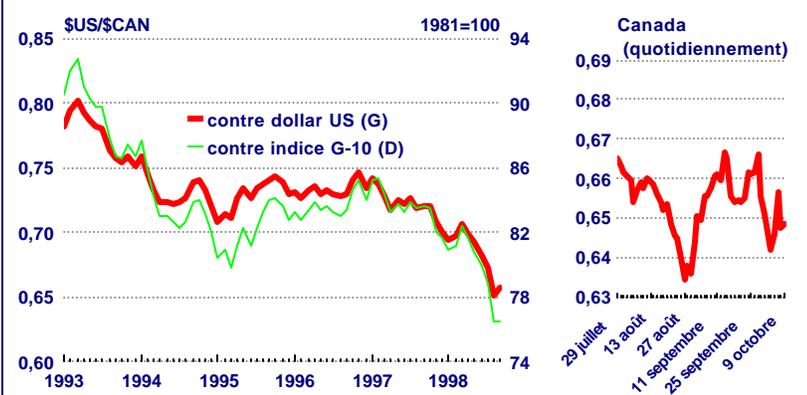
Le dollar canadien reste instable...

- Le dollar canadien a évolué en montagnes russes en septembre et au début d'octobre. À la suite de la décision de la Banque du Canada de diminuer les taux d'intérêt à l'instar des États-Unis, le dollar a perdu presque un cent le 30 septembre -- sa baisse la plus importante en une journée depuis trois ans. Il s'est ensuite redressé de plus d'un cent le 7 octobre -- sa progression la plus forte en une journée depuis une décennie -- grâce à l'annonce par le Japon d'un important programme de relance économique et aux prévisions selon lesquelles il pourrait y avoir d'autres baisses des taux d'intérêt aux États-Unis. Le dollar a clôturé à 64,86 cents US, le 9 octobre, en baisse par rapport à son sommet de 66,68 cents US observé à la mi-septembre.

...alors que les marchés boursiers nord-américains enregistrent des baisses

- La perturbation des marchés mondiaux, le repli des prix des produits de base et la diminution des bénéfices des entreprises continuent d'entraîner une importante volatilité des cours des actions canadiennes. Après avoir enregistré, en août, sa perte mensuelle la plus lourde depuis 1987, l'indice TSE 300 a progressé pendant presque tout le mois de septembre. Toutefois, les marchés boursiers nord-américains ont chuté le 30 septembre, faisant suite à une baisse des taux d'intérêt américains plus faible que prévu.
- Au début d'octobre, l'indice TSE a suivi une trajectoire descendante, tombant, le 5 octobre, à un niveau plancher de 5336, ce qui ne s'était pas vu depuis deux ans. Même si le marché a, par la suite, récupéré une partie de ces pertes, il a néanmoins reculé de 23,1 % par rapport à son niveau du 9 octobre 1997.

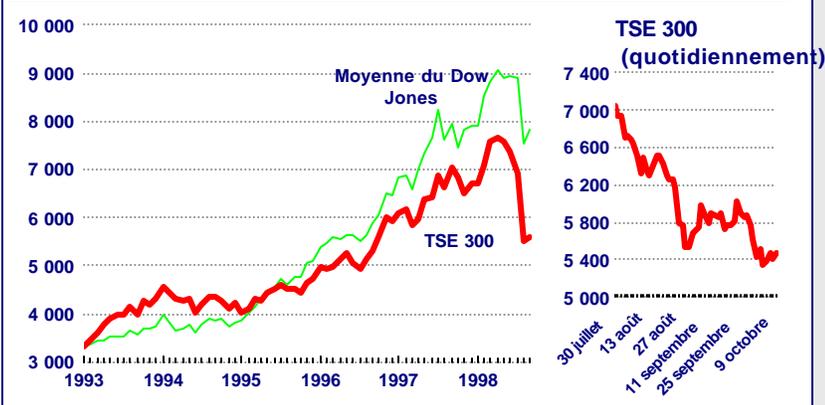
Dollar canadien



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. G-10 (1981=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1996	0,7296	84,00	1,139	83,64
1997	0,6991	81,62	1,247	90,87
1998 Avr.	0,6988	81,63	1,268	92,21
Mai	0,6863	80,83	1,228	93,37
Juin	0,6813	79,96	1,223	95,71
Juill.	0,6614	78,82	1,207	94,69
Août	0,6376	76,50	1,164	94,15
Sept.	0,6531	76,48	1,117	88,39
9 octobre	0,6486			

Indices boursiers



Principaux indices boursiers

	Variation en %		
	Clôture - Septembre	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	5 614	1,5	-20,3
Pétrole et gaz	5 246	19,3	-31,5
Métaux et minéraux	2 936	17,4	-39,3
Services publics	5 835	-8,8	3,0
Papiers et produits de la bois	3 354	5,4	-34,1
Entreprises de technologie	5 129	3,4	-16,3
Construction	6 679	-1,3	-14,4
Financiers	6 540	54,7	-27,8
Coefficient de capitalisation des entreprises	23,9	0,6	0,1
S&P 500	1 017	6,2	7,4
Dow Jones	7 843	4,0	-1,3

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau

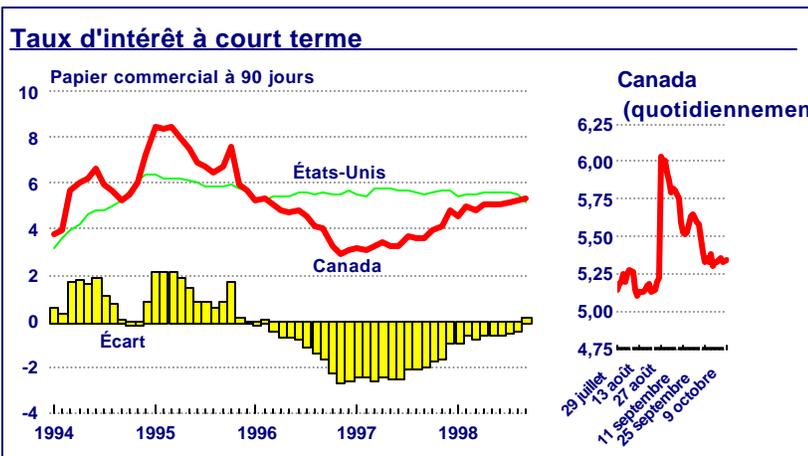


La Banque du Canada a baissé les taux d'intérêt...

- Le 29 septembre, la Banque du Canada a baissé de 25 points de base son taux directeur pour le faire passer à 5,75 %. Cette baisse correspond à celle qui a été annoncée par la Réserve fédérale américaine. Plus tôt, à la fin d'août, la Banque du Canada avait relevé de 100 points de base son taux directeur dans le but de restaurer la confiance dans le dollar canadien.

...améliorant les conditions de crédit des consommateurs et des entreprises

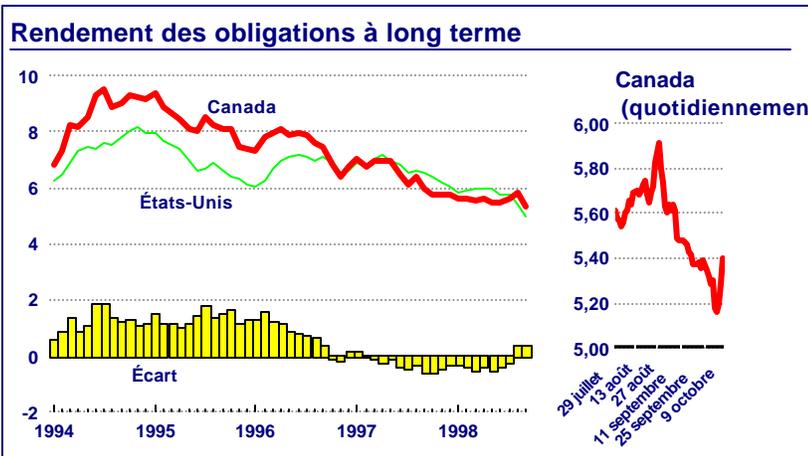
- Cette dernière intervention de la Banque du Canada a entraîné des baisses correspondantes des taux des prêts à la consommation et aux entreprises, notamment une baisse de 25 points de base du taux préférentiel. Les taux à long terme diminuent depuis la fin d'août, ce qui mène à des baisses générales des taux hypothécaires variant de 40 points de base pour le taux à cinq ans à 70 points de base pour le taux à un an. De fait, le taux de référence d'une hypothèque à cinq ans se situe aujourd'hui à un niveau plancher inégalé depuis 20 ans.
- La plupart des analystes des marchés financiers s'attendent à ce que la Réserve fédérale américaine décide de réduire encore les taux d'intérêt à court terme à sa réunion de novembre, ce qui permettrait aux autres banques centrales de faire de même. Ces attentes sont reflétées dans les prix actuels de la courbe de rendement aux États-Unis. Au 9 octobre, le rendement des obligations américaines à 30 ans était inférieur au taux des fonds fédéraux.



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1996	3,13	-2,42	7,09	0,51
1997	4,80	-1,17	5,95	0,03
1998 Avr.	5,04	-0,63	5,76	-0,31
Mai	5,04	-0,61	5,61	-0,22
Juin	5,06	-0,60	5,52	-0,13
Juill.	5,14	-0,53	5,61	-0,15
Août	5,22	-0,44	5,83	0,41
Sept.	5,38	0,19	5,32	0,21
7 octobre	5,36	0,15	5,20	0,37

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.



Principaux taux débiteurs

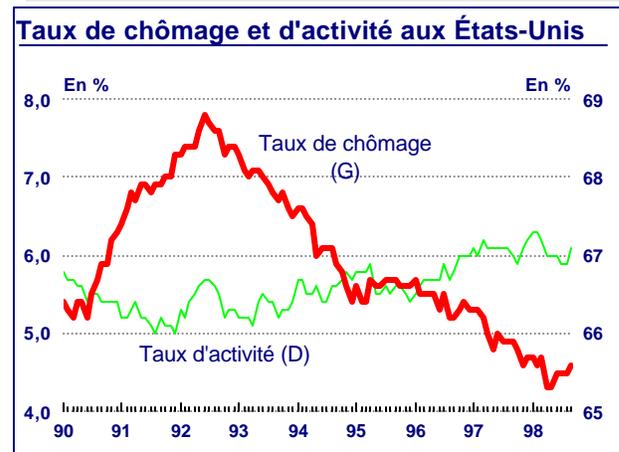
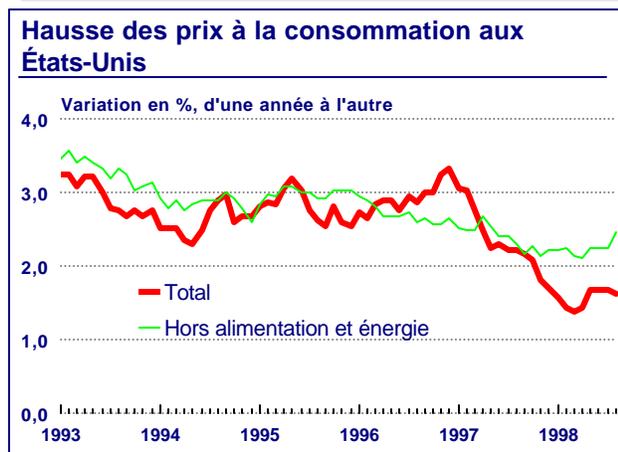
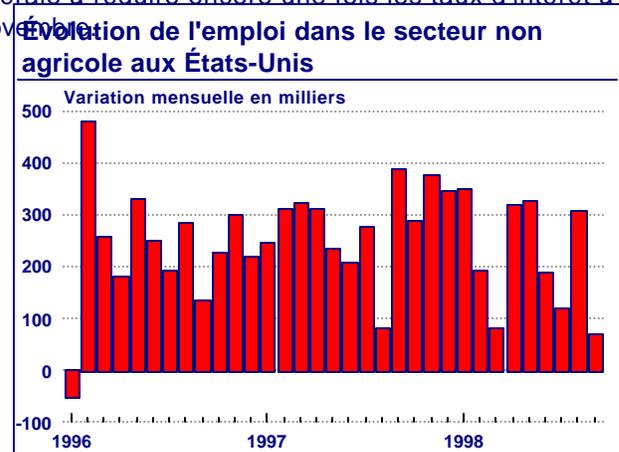
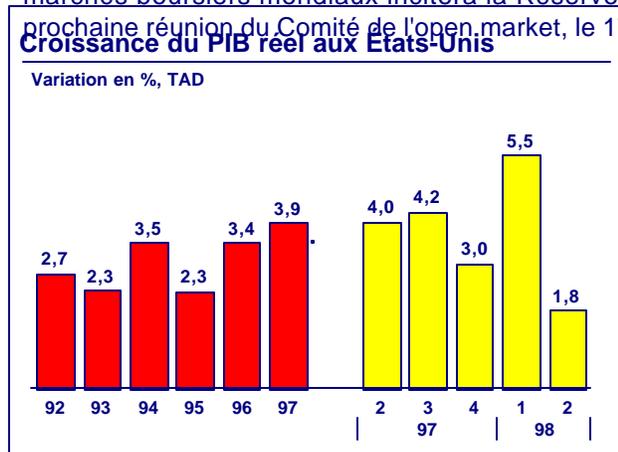
(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
1996	3,25	4,75	5,20	6,95
1997	4,50	6,00	6,65	7,05
1998 Avr.	5,00	6,50	6,55	6,95
Mai	5,00	6,50	6,55	6,95
Juin	5,00	6,50	6,55	6,95
Juill.	5,00	6,50	6,55	6,95
Août.	6,00	7,50	7,45	7,55
Sept.	5,75	7,25	6,75	7,15
7 octobre	5,75	7,25	6,50	6,75



Tendances de l'économie américaine

Les signes d'essoufflement que montre l'économie américaine provoquent une réduction des taux d'intérêt officiels

- Selon les estimations finales, l'économie américaine a crû à un rythme annuel de 1,8 % au deuxième trimestre, soit une baisse par rapport au premier trimestre (5,5 %). La demande intérieure finale est demeurée le principal moteur de la croissance, alimentée par les vigoureuses dépenses de consommation et la solide augmentation des investissements dans les M&É et la construction résidentielle.
- Grâce à la vigoureuse performance de l'économie américaine depuis un an, la situation financière du gouvernement fédéral s'est améliorée au-delà des attentes. Pour l'exercice se terminant le 30 septembre (exercice 1998), le président Clinton a annoncé un excédent de 70 milliards de dollars -- le premier en près de 30 ans. Ce résultat est de beaucoup supérieur aux dernières estimations officielles présentées par la Maison blanche en mai dernier, soit un excédent de 39 milliards de dollars.
- Selon les données dont on dispose pour le troisième trimestre, il semble que l'économie américaine soit en train de ralentir. En septembre, l'emploi dans le secteur non agricole a augmenté de 69 000, le gain le plus faible en près de trois ans, et le taux de chômage a progressé pour atteindre 4,6 %. Le nombre total d'heures travaillées, qui constitue un bon indice de la croissance du PIB, était en hausse de 1,1 % au troisième trimestre, une augmentation semblable à celle enregistrée au deuxième trimestre.
- La Réserve fédérale a annoncé une baisse de 25 points de base des taux d'intérêt à court terme à la réunion du Comité de l'open market du Système fédéral de réserve, le 29 septembre. Ce geste, motivé par les récents changements subis par l'économie mondiale et les ajustements des marchés financiers américains, constitue le premier allègement de la politique monétaire américaine en plus de deux ans et demi (janvier 1996). Les analystes des marchés s'accordent généralement pour dire que ce qui se passe dans l'économie et les marchés boursiers mondiaux incitera la Réserve fédérale à réduire encore une fois les taux d'intérêt à la prochaine réunion du Comité de l'open market, le 17 novembre.





Commerce intraentreprise des filiales étrangères au Canada

Les entreprises sous contrôle étranger prennent de plus en plus d'importance au Canada

- La part du total des produits d'exploitation que détiennent les filiales étrangères a augmenté régulièrement depuis le début de la décennie, atteignant près de 30 % en 1995.
 - Cela se compare à une part de 25 % en 1989.

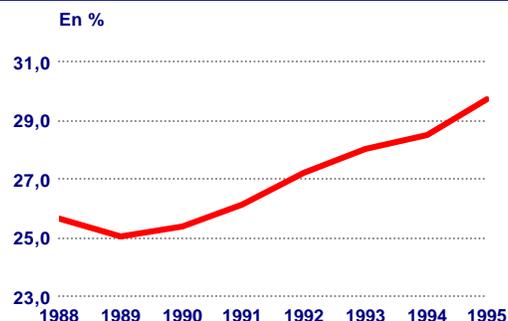
Ces entreprises sont fortement concentrées en Ontario...

- Les entreprises sous contrôle étranger sont plus enclines à se localiser en Ontario que dans les autres provinces – plus encore que nos entreprises nationales.
 - Les entreprises sous contrôle étranger de l'Ontario accaparent plus de la moitié (53 %) de tous les produits d'exploitation des filiales étrangères au Canada (par comparaison avec 38 % des entreprises nationales).
 - Le Québec représente une tranche additionnelle de 17 % des produits d'exploitation des entreprises sous contrôle étranger. Il est suivi de l'Alberta (12 %) et de la Colombie-Britannique (11 %).

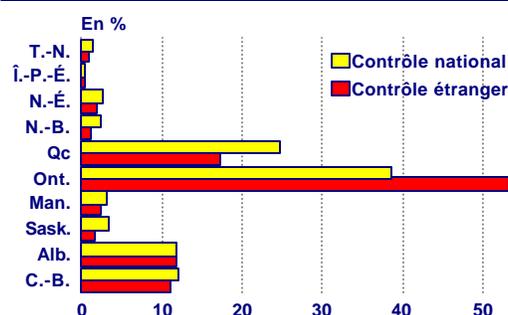
... et sont beaucoup plus axées sur le commerce extérieur que les entreprises nationales

- On peut mesurer le degré d'orientation vers le commerce extérieur en comparant les pourcentages d'exportations et d'importations par rapport aux ventes totales.
- Les données disponibles montrent que les entreprises sous contrôle étranger sont beaucoup plus axées sur le commerce extérieur que ne le sont leurs homologues nationales.
 - L'orientation exportations des filiales étrangères est plus de deux fois plus importante que celle des entreprises nationales (20,7 % par comparaison avec 9,9 % en 1992).
 - De la même manière, l'orientation importations des filiales étrangères est nettement plus forte que celle de leurs homologues nationales. Le ratio des importations aux ventes totales était de 22,7 % en 1992 pour les entreprises sous contrôle étranger, soit près de trois fois celui des entreprises nationales (8,1 %).

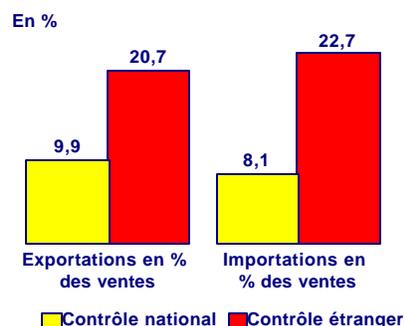
Part des produits d'exploitation détenue par les entreprises sous contrôle étranger



Répartition provinciale des produits d'exploitation, selon l'origine du contrôle, 1991



Degré d'orientation vers le commerce extérieur : entreprises nationales et entreprises étrangères, 1992





Commerce intraentreprise des filiales étrangères au Canada

Les filiales américaines sont celles qui importent le plus...

- L'Allemagne, le Japon, la Grande-Bretagne et les États-Unis détiennent quelque 85 % de l'IDE au Canada, mais les États-Unis dominent largement.
- Parmi ces quatre pays, les filiales américaines accaparent les quatre cinquièmes de toutes les importations faites par des entreprises sous contrôle étranger. À vrai dire, la part des importations des États-Unis (81 %) l'emporte sur la part des investissements de ce pays (75 %).

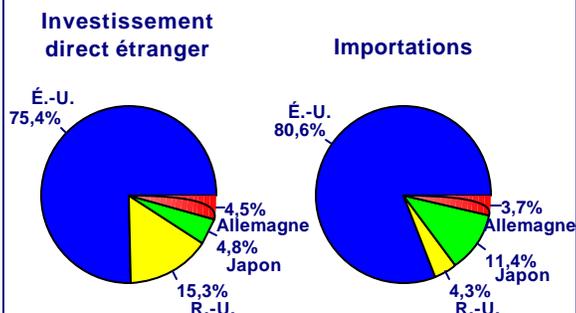
- Les importations des filiales japonaises dépassent également la part relative de l'IDE de ce pays. Les filiales allemandes et britanniques, pour leur part, importent moins que leur part de l'IDE ne l'autoriserait.

... et jouent un rôle important dans les importations intraentreprise

- Les importations intraentreprise des filiales étrangères représentent 65 % de l'ensemble de leurs importations au Canada. Les filiales japonaises affichent des niveaux particulièrement élevés d'importations intraentreprise dans les secteurs où elles participent.
- Comparativement, c'est dans l'industrie de la machinerie et de l'équipement et celle du matériel de transport que la part relative des importations intraentreprise est la plus élevée.
- Les données du tableau montrent que le pays d'origine est en général la source la plus importante des importations intraentreprise dans la plupart des secteurs. Les filiales américaines sont aussi en général une source importante d'importations.
 - Par exemple, 59 % des importations intraentreprise des filiales allemandes de M&É proviennent d'Allemagne, mais une autre proportion de 20 % est importée de filiales américaines.

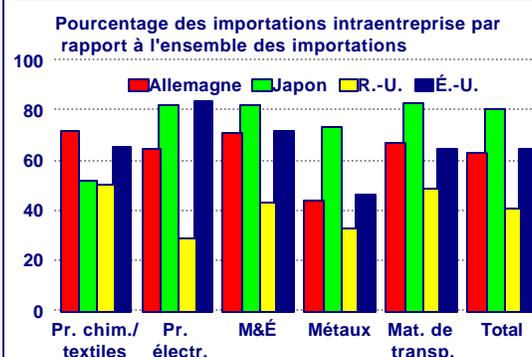
Part de l'IDE au Canada et importations intraentreprise des entreprises sous contrôle étranger

É.-U., Japon, Allemagne et R.-U. : moyennes de 1990-1992



Source : Statistique Canada

Part moyenne des importations intraentreprise – industries choisies, 1990-1992



Source : Statistique Canada

À noter que dans le secteur des aliments, où le districte au le

Répartition des importations intraentreprise au Canada, par région et pays de contrôle (1990-1992)

Pays de contrôle : Source des importations:	Allemagne		Japon		Royaume-Uni		États-Unis
	Allemagne	É.-U.	Japon	É.-U.	R.-U.	É.-U.	É.-U.
	<i>per cent</i>						
<i>Produits chimiques/textiles</i>	35.6	57.9	79.4	15.5	34.4	53.2	90.9
<i>Produits électriques</i>	81.5	13.5	67.2	11.5	38.8	46.6	71.0
<i>Machinerie et équipement</i>	58.7	20.4	85.6	9.2	25.2	56.6	89.1
<i>Minéraux métalliques</i>	62.4	18.2	86.0	12.3	76.2	20.2	92.7
<i>Matériel de transport</i>	77.1	10.1	79.1	20.2	86.4	8.3	93.4
<i>Biens de consommation</i>	30.2	52.6	82.6	10.0	68.6	27.0	78.4
<i>Aliments, boissons et tabac</i>	5.2	75.3	12.8	47.3	5.0	87.1	81.1
<i>Ensemble des industries</i>	57.5	30.6	77.9	17.1	40.9	49.2	87.7



Commerce intraentreprise des filiales étrangères au Canada

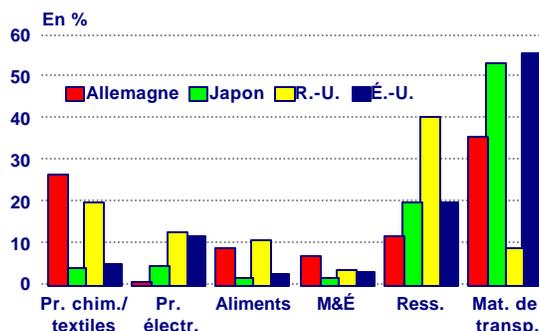
Les exportations des entreprises sous contrôle étranger sont concentrées dans quelques secteurs (notamment le matériel de transport)...

- Par industrie, la source la plus importante d'exportations canadiennes des entreprises sous contrôle américain, japonais et allemand est le matériel de transport (incluant les véhicules à moteur).
 - En fait, plus de la moitié des exportations des filiales américaines et japonaises se rapportent à du matériel de transport.
- Pour les filiales américaines, les trois premiers secteurs – matériel de transport, ressources et produits électriques – représentent un total combiné de 87 % de toutes les exportations.
 - En ce qui a trait aux autres pays, environ les trois quarts de toutes les exportations des entreprises sous contrôle étranger se rapportent aux trois premiers secteurs.
- Les produits à base de ressources comptent parmi les trois premiers secteurs d'exportation des filiales canadiennes en provenance des quatre pays (et la première exportation du Royaume-Uni).

... et il en est de même pour les exportations intraentreprise vers les États-Unis...

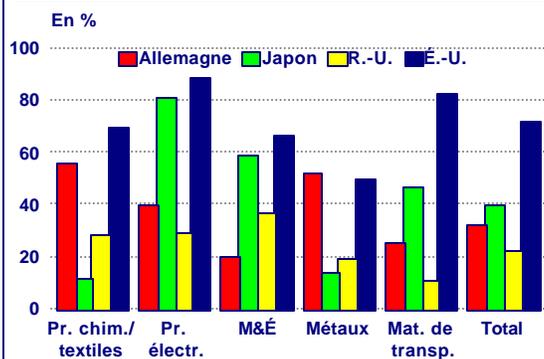
- Les données sur les exportations intraentreprise ne sont disponibles que pour les exportations vers les États-Unis. À noter que dans le cas des filiales non américaines, la part des exportations intraentreprise vers les États-Unis est inférieure à celle des importations intraentreprise, étant donné que les relations de vente avec la société mère ne sont pas autorisées.
- Ces données montrent que les exportations intraentreprise sont plus nombreuses dans les secteurs de haute technologie et de valeur ajoutée élevée de l'économie.

Part des exportations des entreprises sous contrôle étranger, par industrie, 1990-1992

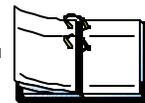


Source : Statistique Canada

Exportations aux filiales américaines en pourcentage du total des exportations vers les États-Unis, 1990-1992



Source : Statistique Canada



PUBLICATION DE DONNÉES À SURVEILLER/ÉVÉNEMENTS PRÉVUS

CANADA

Mise à jour économique et financière (ministère des Finances)	14 octobre
Commerce international -- Août	20 octobre
Indice des prix à la consommation -- Septembre	21 octobre
PIB au coût des facteurs -- Août	30 octobre
Enquête sur la situation des entreprises	2 novembre
Enquête sur la population active -- Octobre	6 novembre
Statistiques financières sur les entreprises -- 3e trimestre 1998	20 novembre
Comptes financiers et comptes économiques nationaux -- 3e trimestre 1998.	30 novembre
Balance des paiements -- 3e trimestre 1998	30 novembre
Rapport sur la politique monétaire (Banque du Canada)	novembre

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation -- Septembre	16 octobre
Commerce international -- Août	20 octobre
PIB -- 3e trimestre 1998, estimations préliminaires	30 octobre
Situation de l'emploi -- Octobre	6 novembre
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion..	17 novembre

Nota : Les IEM d'octobre sont fondés sur les données connues au 9 octobre 1998.

Le rapport spécial prévu pour les IEM d'octobre sera intitulé
«Hausse récentes dans les activités de brevetage au Canada»



Micro Economic Policy Analysis
Analyse de la politique micro-économique
